



Mispa Awasum, la présidente nationale des femmes du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) est en détention depuis le samedi 21 novembre 2020. L'avocate et femme politique a été placée en garde à vue pour une durée de 15 jours à la direction régionale de la police judiciaire du Centre (DRPJ).

Elle a été interpellée à la suite d'une marche de protestation organisée samedi dernier à Yaoundé par des militantes de ce parti de l'opposition pour demander la levée du siège autour du domicile de Maurice Kamto, le leader du MRC assigné à résidence depuis le 20 septembre 2020.

Pendant cette manifestation qui s'est déroulée au quartier Santa Barbara, aux encablures du domicile du président du MRC, le groupe constitué d'une vingtaine de femmes pro-MRC, sous la houlette de Mispa Awasum, se sont dévêtues en signe de protestation avant d'être interpellées par les forces de maintien de l'ordre.

Selon des sources policières, « *la grande majorité des femmes mises aux arrêts ont été remises en liberté après avoir été entendues* ».

Dans un communiqué publié dimanche, le président du MRC parle de « *persécutions, traque, harcèlement et d'intimidation* » de ses militants. Il accuse également les forces de maintien de

l'ordre de dérives. « *Au lieu d'assurer la sécurité du territoire et des citoyens, la police et la gendarmerie nationales sont devenues une police politique et les services des renseignements consacrent l'essentiel de leur temps au noyautage de l'opposition et à la surveillance de ses militants. Le Cameroun est plus que jamais un État policier qui rappelle les jours sombres de la période coloniale et deux premières décennies de l'indépendance* », a dénoncé Maurice Kamto.

En septembre dernier Maurice Kamto a lancé un mot d'ordre pour s'opposer à la tenue des élections régionales prévues le 6 décembre 2020, avant la résolution de la crise anglophone qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Si les marches organisées le 22 septembre par l'opposant ont connu une faible mobilisation, une centaine de personnes ayant pris part à ces manifestations interdites par les autorités ont été arrêtées et inculpées par la justice.

Lors des mêmes événements, des membres du MRC ont appelé au départ de Paul Biya, le président réélu à plus de 71 % des suffrages lors de la présidentielle d'octobre 2018. Les autorités camerounaises accusent ainsi le président du MRC d'être porteur d'un projet insurrectionnel visant à « *déstabiliser* » le pays. Ce dernier est assigné à résidence surveillée depuis deux mois.

StopBlaBlacam!/237actu
